

[ 1 DEC 1994 - 31 DEC 1995 ]

PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED  
EL/WG MAY 2009

UNARCHIVES  
SERIES S-1060  
BOX 16  
FILE 6  
ACC. 1998/0281

Cours

MAJOR ZANGA BERTHE

FICHE TECHNIQUE  
POLICE JUDICIAIRE

### LE MANDAT D'ARRET

#### I. DEFINITION

Le mandat d'arrêt est l'ordre donné à la force publique de rechercher l'inculpé et de le conduire à un centre pénitentiaire indiqué sur le mandat, où il sera reçu et détenu.

#### II. CARACTERE

- Il constitue un ordre de recherche et de conduite exécutoire par la Force Publique.
- Est utilisé à l'égard de l'inculpé en fuite ou qui réside hors du Territoire de la République, mais seulement pour des faits punissables d'un emprisonnement correctionnel ou d'une peine plus grave.
- Est décerné après avis du Procureur de la République, si l'inculpé est en fuite ou s'il réside hors du Territoire de la République.
- Donne lieu à des mesures coercitives et, éventuellement à perquisition.
- Fait mention de la nature de l'infraction et des articles de loi applicables.
- Peut en cas d'urgence être diffusé par tous moyens mais l'original du mandat doit être transmis dans les délais les plus rapides à l'agent chargé d'assurer l'exécution.
- Vaut, sauf mise en liberté, pour le temps pendant lequel la détention provisoire est autorisée.

#### Mise à exécution

Une distinction dans la mise à exécution doit être faite entre

- Un jugement par défaut
- Un jugement définitif

##### A) Jugement par défaut :

Lorsque le jugement est rendu par défaut, l'opposition est recevable.

Pour la mise à exécution d'un jugement rendu par défaut, portant condamnation à une peine privative de liberté sans sursis, si vous découvrez l'intéressé

Vous devez :

- a) Lui notifier le jugement par défaut prononcé à son encontre le .....(date)..... par tribunal;
- b) Le mettre en état d'arrestation
- c) Lui demander s'il désire faire ou ne pas faire opposition au jugement en tenant compte des dispositions suivantes :
  - a) Cas où le condamné demande à faire opposition du jugement
    - donner connaissance des instructions du Procureur à l'intéressé, puis le remettre en liberté
    - Dresser procès-verbal, rapportant vos opérations
  - b) Cas où le condamné ne demande pas à faire opposition au jugement :
    - Conduire l'intéressé à l'établissement pénitentiaire.

NOTA IMPORTANT

Les personnes faisant l'objet d'un extrait de jugement (ou d'arrêt) sont normalement conduites au lieu de leur incarcération sans présentation préalable devant un magistrat.

Cas où lors de la mise à exécution d'un jugement rendu par défaut portant condamnation à une peine privative de liberté sans sursis. Si vous découvrez pas l'intéressé, vous ne pouvez :

- Pas procéder à une perquisition
- Vous devez donc vous limiter à :
  - dresser un P.V de recherches infructueuses
  - Adresser une demande de recherche à la Brigade du Fichier ainsi qu'au Commandant de Compagnie du lieu de naissance.

Cas particulier : extrait de jugement par défaut accompagné d'un mandat d'arrêt : Vous devrez :

- Notifier le jugement comme il est indiqué précédemment.
- Mettre ensuite à exécution le mandat d'arrêt que l'intéressé ait fait ou non opposition au jugement par défaut.
- Dresser deux P.V distincts :
  - un pour la notification de l'extrait de jugement
  - un pour l'arrestation en vertu de mandat d'arrêt.

JUGEMENT DEFINITIF

Un jugement est dit définitif lorsque les délais d'appel sont écoulés. Si le condamné n'obtempère pas à l'avis que lui a envoyé le Procureur de la République, l'extrait de Jugement (contradictoire ou par défaut devenu définitif) revêtu du réquisitoire est adressé, pour exécution à la Force Publique - Dans ce cas, vous devez mettre à exécution cet extrait de jugement dans les mêmes conditions que le mandat d'arrêt.

III. MISE A EXECUTION

Porteur du mandat, lequel exhibe et en délivre copie à l'inculpé. La mise à exécution a lieu dans les conditions suivantes :

- L'agent chargé de l'exécution d'un mandat d'arrêt ne peut s'introduire dans le domicile d'un citoyen que pendant les heures légales (entre 05h et 19 heures).
- Il peut se faire accompagner d'une force suffisante pour que l'inculpé ne puisse se soustraire à la Loi. Cette force est prise dans le lieu le plus proche de celui où le mandat d'arrêt doit s'exécuter et elle est tenue de déférer aux réquisitions contenues dans le mandat.
- Si l'inculpé n'est pas découvert, le mandat d'arrêt est notifié à sa dernière résidence et il est dressé procès-verbal de perquisition. Ce P.V. est établi en présence des deux plus proches voisins de l'inculpé. Ils le signent ou s'ils ne savent ou ne veulent pas signer, il en fait mention ainsi que l'interpellation qui leur a été faite.
- Le mandat d'arrêt et le P.V. sont ensuite transmis au juge mandant ou au greffe du Tribunal.

#### IV. OBLIGATION DU JUGE MANDANT

L'inculpe objet du mandat d'arrêt doit être interrogé par le juge mandant dans les 48 heures de l'incarcération. Par ailleurs, au cours de cette période, il devra être statué sur le maintien en détention provisoire.

A l'expiration de ce délai, il est conduit d'office par les soins du surveillant-chef devant le Procureur de la République qui requiert le juge d'instruction (ou à défaut le Président du Tribunal ou un juge désigné par celui-ci) de procéder immédiatement à l'interrogation, faute de quoi, l'inculpé est mis en liberté.

Tout inculpé arrêté en vertu d'un mandat d'arrêt qui a été maintenu pendant plus de quarante huit heures dans un établissement pénitentiaire sans avoir été interrogé est considéré comme arbitrairement détenu.

Tout magistrat ou fonctionnaire qui ordonne ou sciemment tolère cette détention arbitraire sera puni.

#### V. CAS PARTICULIER OU L'INCULPE EST TROUVE HORS DU SIEGE DU JUGE MANDANT

L'inculpé est alors conduit devant le Procureur de la République de la Juridiction dans le ressort duquel il a été retrouvé.

Le Procureur de la République reçoit s'il y a lieu ses déclarations.

Le Procureur de la République informe sans délai le magistrat qui a délivré le mandat et requiert le transfèrement. Si celui-ci ne peut être effectué, le Procureur de la République en réfère au Juge mandant.

### LE MANDAT DE DEPOT

I. DEFINITION : Le mandat de dépôt est l'ordre donné par le Juge au Surveillant-Chef de l'établissement pénitentiaire de recevoir et de détenir l'inculpé.

#### II. CARACTERE

- Constitue un ordre d'incarcération donné au Surveillant-Chef de l'établissement pénitentiaire.
- Est utilisé à l'égard d'inculpé sous la main de la Justice
- Permet, lorsqu'il a été précédemment notifié à l'inculpé, sa recherche, son arrestation, son transfèrement et sa réintégration en prison sans qu'il y ait besoin de délivrer un mandat d'arrêt.
- Fait mention du Chef d'inculpation et des articles de loi applicables.
- Ne devient pas automatiquement caduc à la clôture de l'instruction
- Vaut, sauf mise en liberté, pour le temps pendant lequel la détention provisoire est autorisée.

4

### III. MISE A EXECUTION

En matière criminelle est notifié verbalement à l'instruction par le Juge d'Instruction, mention de cette notification est faite au PV d'interrogatoire.

En matière correctionnelle est décerné :

- En exécution de l'ordonnance du Juge d'Instruction prescrivant la détention préventive.
- Exceptionnellement par le Procureur de la République qui dispose de ce pouvoir dans le cas de saisine du Tribunal correctionnel par la voie de la procédure du flagrant délit.
- Est exécuté par un OPJ ou un APJ ou un agent de la Force Publique qui remet l'inculpé au Surveillant-Chef de l'établissement pénitentiaire lequel lui délivre reconnaissance de la remise de l'inculpé.

### IV. OBLIGATIONS DU JUGE MANDANT

Lors des interrogatoires prévus pour la délivrance ou la notification du mandat d'arrêt ou du mandat de dépôt l'inculpé doit être avisé par le Juge d'Instruction qu'il a le droit à l'assistance d'un Conseil avec qui il peut communiquer librement et qui peut consulter sur le champ le dossier.

### ORDONNANCE DE PRISE DE CORPS

Lorsque la chambre d'accusation, à la fin de l'instruction du deuxième degré, estime que les faits constituent un crime, elle rend un "Arrêt de mise en accusation" qui a pour effet de saisir la Cour d'Assises.

L'arrêt de mise en accusation décerne en même temps "l'ordonnance de Prise de Corps" contre l'accusé.

Si l'accusé n'est pas détenu, il doit se constituer prisonnier au plus tard la veille de l'audience.

L'ordonnance de Prise de corps est exécutée si, dûment convoqué par la voie administrative au greffe de la Cour d'Assises et sans motif légitime d'excuse, l'accusé ne se présente pas au jour fixé pour être interrogé par le Président de la Cour d'Assises.

A. Définition : L'ordonnance de Prise de Corps est l'ordre de mettre en état de détention l'accusé pour le faire comparaître devant la Cour d'Assises.

B. Caractères : L'ordonnance de Prise de Corps

- est incluse dans l'Arrêt de mise en accusation rendu par la Chambre d'Accusation
- constitue un ordre de recherches et de conduite exécutoire par la Force Publique
- est mise en exécution à l'égard de l'accusé non détenu qui ne se présente pas au jour fixé pour être interrogé par le Président de la Cour d'Assises
- donne lieu à des mesures coercitives et, éventuellement à perquisition
- contient l'exposé sommaire et la qualification légale du fait, objet de l'accusation
- peut en cas d'urgence, être diffusée par tous moyens, mais l'original doit être transmis dans les meilleurs délais à l'agent de la Force Publique chargé d'en assurer l'exécution.

C. Mise à exécution

Pour la mise à exécution d'un "Ordonnance de Prise de Corps". La conduite à tenir est celle prévue pour la mise à exécution d'un mandat d'arrêt.

## **LA DETENTION PREVENTIVE ET LES DROITS DE L'HOMME**

### **I. L'ETRE HUMAIN ET LES ATTRIBUTS**

### **II. LES DROITS DE L'HOMME DANS LE SYSTEME INTERNATIONAL**

- a. La charte Internationale des Droits de l'Homme
- b. Ensemble des dispositions contenues dans la charte internationale des Droits de l'Homme
  - 1. Les libertés fondamentales
  - 2. Les Droits consacrés dans la charte internationale des Droits de l'Homme
  - 3. Droits concernant la personne en tant que telle
  - 4. Droits concernant la famille
  - 5. Droits concernant le travail
  - 6. Droits concernant l'administration de la justice
  - 7. Le Droit au développement

### **III. LE DEVOIR ET LA RESPONSABILITE DE L'ETRE HUMAIN EN TANT QUE SUJET DES DROITS**

### **IV. INSTRUMENTS INTERNATIONAUX CONCERNANT LE TRAITEMENT DES PERSONNES SOUMISES A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION OU D'EMPRISONNEMENT**

### **V. INSTRUMENTS SPECIFIQUES RELATIFS AU TRAITEMENT DES DETENUS**

## COURS DE PROCEDURE PENALE

### INTRODUCTION GENERALE

- A. Définition de la procédure pénale
- B. Comment distinguer la matière pénale et la matière civile
- C. Comparaison entre le procès civil et le procès pénal
  - 1. Caractères communs au procès civil et au procès pénal
  - 2. Caractères propres au procès pénal

### PREMIERE PARTIE : DEROULEMENT SIMPLIFIE DU PROCES PENAL

#### CHAP I. L'INSTRUCTION PRELIMINAIRE

##### Section 1. La mise en mouvement de l'action publique

- 1. La mise en marche de l'action publique par l'O.P.J. ou l'O.M.P.
  - a. Les pouvoirs de l'O.P.J.
  - b. Les pouvoirs de l'Officier du Ministère Public
- 2. La mise en mouvement de l'action publique par les particuliers

##### Section 2. Les rapports entre l'O.P.J. et l'O.M.P. pendant l'instruction préliminaire

##### Section 3. Les actes de clôture de l'instruction préliminaire

#### CHAP II. LES DEBATS ET LE JUGEMENT

##### Section 1 : La saisine de la juridiction du jugement

- A. La compétence matérielle
  - 1. Du tribunal de canton
  - 2. Du tribunal de Première Instance
  - 3. De la Cour d'Appel
- B. La compétence personnelle
- C. La compétence territoriale
- D. Complément : la compétence des juridictions militaires
  - 1. Le Conseil de Guerre
  - 2. La Cour Militaire



## Section 2 : L'audience et des débats

- A. Les acteurs principaux à l'audience
- B. Le déroulement des débats
  - 1. Caractères fondamentaux de la procédure à l'audience
  - 2. L'ordre de la succession des actes dans la conduite des débats

## Section 3 : Le jugement

# DEUXIEME PARTIE : LES VOIES DE RECOURS

## CHAP I : LES VOIES DE RECOURS ORDINAIRES

### Section 1 : L'appel

- a. Définition
- b. Les personnes qui peuvent interjeter appel
- c. Les formes de l'acte d'appel
- d. Le délai d'appel

### Section 2 : L'opposition

- a. Définition
- b. Les personnes qui peuvent faire opposition
- c. Les formes de l'acte d'opposition (art 94 CPP)
- d. Le délai d'opposition (art 92 CPP)

## CHAP II : LES VOIES DE RECOURS EXTRAORDINAIRES

### Section unique

- a. Les traits essentiels du pouvoir en cassation
- b. Sortes de pouvoirs
- c. Les cas d'ouverture du pouvoir
- d. Les personnes admises à former un pouvoir
- e. Formes de l'acte de pouvoir (art.90)
- f. Le délai du pouvoir (art. 89)

TROISIEME PARTIE :

L'EXECUTION DU JUGEMENT ET L'AUTORITE DE LA CHOSE JUGEE

CHAP I. L'AUTORITE DE LA CHOSE JUGEE

CHAP II. L'EXECUTION DU JUGEMENT

- a. Qui est chargé de l'exécution du jugement
- b. Modalités d'exécution
- c. La réhabilitation du condamné

conseil

11350

## LA DETENTION PREVENTIVE ET LES DROITS DE L'HOMME

Auteur : Dr. Ligia Galvis O.

*Toute personne soumise à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine  
(Pacte des Droits Civils et Politiques, article 10)*

Dans les régimes démocratiques, l'administration de la Justice est une des fonctions primordiales de l'Etat. Sa finalité est de garantir l'équité et l'égalité dans l'application de la loi dans la solution des conflits entre les particuliers, et d'assurer l'établissement d'une sanction à l'égard de ceux qui se trouvent en situation de transgression de la loi. L'accomplissement de cette fonction doit se réaliser selon des normes substantives et des procédures pré-établies.

L'exercice de cette fonction est un processus qui se réalise en plusieurs étapes suivant les formalités établies par le système juridique mis en place dans le pays concerné. Ce processus se déclenche lorsqu'une personne se met en rapport avec l'Etat à cause d'un comportement qui va à l'encontre de l'intérêt soit d'un particulier, soit de la société en général. Si le préjudice résultant de ce comportement, relève de l'intérêt des individus considérés de manière particulière, l'initiative de rétablissement des droits correspond à celui qui se considère affectés dans sa personne ou ses biens. Si, par contre, c'est l'intérêt de la société qui est l'objet d'une violation quelconque, celle-ci et l'Etat doivent prendre les mesures nécessaires pour parvenir au rétablissement des droits, identifier les responsables et déterminer les sanctions suivant la loi et les procédures établies.

C'est dans le rapport qui s'établit entre l'individu et l'Etat en raison d'un comportement nuisible à la société et possible d'une sanction établie par la loi, que la question des droits de l'homme se pose. Car la limite à l'exercice de l'autorité de l'Etat n'est autre que le respect de la personne et de ses droits. C'est alors la responsabilité de l'Etat de veiller à ce que ses représentants accomplissent leurs devoirs dans cette perspective. L'Etat a aussi la responsabilité d'informer la population sur les droits qui l'assistent en tant qu'être humain et des garanties établies par la loi pour la protection de ces droits

La fonction de l'Etat est aussi de protéger les personnes contre les violations de ses droits et de leur garantir la sécurité de leur personne et de leurs biens. Ceci parce que la sûreté de la personne et la protection de la loi sont des droits de tout être humain et c'est en vertu de ces prérogatives que la responsabilité de l'Etat trouve son fondement. En effet, l'administration de la justice est une des formes de protection de la personne car le processus étant défini préalablement par la loi, celle-ci assure l'égalité et un traitement juste et équitable dès les démarches initiales de détention préventive jusqu'à la dernière action conduisant à la libération définitive ou à l'accomplissement de la peine dans un établissement pénitentiaire.

L'administration de la justice comprend différentes étapes qu'il convient de préciser car chacune entre elles demande l'intervention des fonctionnaires spécialisés. Dès la connaissance des faits jusqu'au prononcement de la sentence définitive, plusieurs représentants de la loi doivent exercer une autorité se rapportant à l'individu traduit devant la justice. Dans chaque étape du procès, la personne est titulaire des droits que méritent la protection de ceux qui ont la faculté d'exécuter les lois. L'action de la justice se déclenche à partir du moment où les autorités sont saisies des faits pouvant être considérés comme des infractions méritant l'intervention de la loi. Le fonctionnaire responsable de cette première démarche est le gendarme.

A travers le gendarme l'Etat met en oeuvre son action afin de veiller à la sécurité de toutes les personnes se trouvant sous sa juridiction et les protéger contre toute forme de discrimination devant la loi. Parmi ses fonctions, il est aussi chargé d'assurer la présence de l'individu présumé responsable d'avoir commis une infraction, devant la loi. Il exerce cette fonction à travers la réception de la plainte, la réalisation de l'enquête préliminaire et si nécessaire, la détention préventive du suspect. Pour ce faire le gendarme possède des instruments établis par la loi, qui lui permettent de garantir que son action sera effective mais respectueuse de la personne. Ce sont les garde-fous juridiques que représentent la garantie des limites et en même temps les possibilités d'exercice de l'autorité avec efficacité sans porter préjudice au suspect.

Ces garde-fous juridiques ne sont autre chose que les moyens de protection des droits de l'homme consacrés dans la Charte des Droits de l'Homme, lesquels sont aussi prévus par la charte comme les garanties essentielles pour la protection des droits de la personne face à l'administration de la justice.

---

La connaissance de ces garanties et de tous les droits consacrés dans la Charte des Droits de l'Homme par le gendarme est aussi une garantie pour l'accomplissement des buts de l'exercice de son autorité.

L'objectif de la présente brochure est de mettre à la disposition des élèves, quelques éléments de réflexion sur la législation internationale des droits de l'homme et de rendre sa connaissance plus accessible de telle manière qu'il puisse avoir un guide d'action lui permettant de faire une synthèse équitable entre le respect des droits de la personne et l'exercice de l'autorité que la loi lui confère. Dans l'accomplissement de son autorité, le

gendarme doit aussi être un éducateur car il doit donner aussi toute l'information nécessaire à la population en général et à la personne soumise à une détention préventive à propos des droits que la loi lui accorde et des droits consacrés dans la Charte des Droits de l'Homme et dans les instruments spécifiques concernant l'administration de la justice.

Les thèmes développés commencent par une brève définition de l'être humain et ses attributs, ensuite nous feront une présentation de la Charte des Droits de l'Homme et les droits y consacrés, ainsi que les instruments internationaux relatifs à l'exercice de l'autorité du gendarme.

### L'ETRE HUMAIN ET SES ATTRIBUTS

L'histoire de l'humanité peut se manifester comme étant le chemin vers la définition universelle des attributs essentiels de l'être humain et la considération de ceux-ci comme étant le fondement de la culture des droits de l'homme. Ces attributs sont: la dignité, l'égalité et la liberté et la responsabilité.

La dignité est le respect de soi, elle est la reconnaissance que toute personne a de soi même, de ses qualités en tant que personne et de la valeur qu'elle s'accorde par le fait d'être un être humain simplement. La dignité considérée comme attribut fondamental de la personne, est une valeur universelle et propre de l'être humain. Il n'est pas un prédicat exclusif d'un groupe ou d'une famille ou d'une personne. C'est un attribut qui relève de la personne par le fait d'être un composant de l'espèce humaine

L'universalité de la dignité fait que la reconnaissance d'autrui comme appartenant à l'espèce, nous oblige à reconnaître en lui sa dignité. Car ma revendication de ma dignité implique la reconnaissance de la dignité de l'autre. Or, le respect que j'ai de ma personne et la reconnaissance que j'ai de l'autre comme étant mon interlocuteur me conduisent à respecter l'autre dans sa dignité au même titre que la mienne

La dignité nous mène à la reconnaissance de moi en tant que sujet des droits et des devoirs aussi bien envers moi que d'autrui en tant qu'ayant les mêmes droits et devoirs que les miens. C'est l'acceptation de l'universalité de la dignité que nous mène à la compréhension de l'égalité comme étant un attribut de l'être humain. Par ce fait, l'égalité est l'acceptation de l'autre comme étant mon semblable, et mon interlocuteur, celui avec qui je peux entamer un projet de vie en commun ou avec qui je peux ne pas être d'accord dans les idées, et les sentiment, sans que pour cela on doit se nier l'un l'autre.

L'égalité nous permet de consolider l'unité de l'espèce et de développer le sentiment communautaire et solidaire. Par ce fait, nous agissons envers l'autre de la même manière que nous demandons de se comporter à l'égard de notre propre personne. Pour cette raison aussi, nous nous adressons à l'autre à travers la parole pour communiquer nos impressions, nos expériences et nos conceptions du monde et de la vie. L'égalité est un attribut essentiel de l'être humain parce qu'elle nous permet de ne pas être seul dans l'univers. La communication nous met en présence d'autrui comme notre partenaire à part entière de la vie et de nos projets.

Cette rencontre se fait en liberté, car elle est le produit de la mise en commun des projets de vie conçus selon les besoins et les désirs provenant de l'intimité de la conscience. La liberté est la possibilité de choisir le mode de vie selon des buts propres, choisis dès la perspective individuelle ou collective sans contrainte. La liberté c'est la possibilité que chaque individu a de déterminer son comportement sans d'après son entendement et sans être obligé par une volonté différente de la sienne. La liberté suppose que la personne doit gérer son destin en total indépendance. Ceci conduit à l'autonomie de l'être humain en tant qu'être libre. C'est à dire que l'individu réclame la possibilité d'être acteur et auteur de son propre destin, de ses projets et de la réalisation des actions conduisant à l'accomplissement desdits projets

L'autonomie dès la perspective des peuples est la possibilité de la libre détermination. Elle est le fondement de l'indépendance de tous les peuples et de l'égalité des Nations Grandes et Petites tel que l'affirme le préambule de la Charte de Nations Unies

---

La liberté dans le contexte du principe de l'égalité de tous, suppose la capacité de tous d'agir en conséquence sans nuire la liberté de l'autre. Ce qui veut dire que, en vertu de la reconnaissance d'autrui, comme étant mon égal je reconnais en même temps qu'il est aussi un être libre avec la même

possibilité d'agir sans contrainte. Ceci nous conduit à la question de la limite de la liberté. La seule limite à la liberté de quelqu'un c'est l'exercice de la liberté de l'autre. Cette limite s'exprime dans la loi. La loi est la limite de la liberté mais en même temps elle est la possibilité de son exercice. La loi est à la fois limite et possibilité parce qu'elle montre de quelle manière les personnes parviennent à vivre ensemble ayant pour seule contrainte l'autorité de la loi.

Finalement, il est aussi propre de l'être humain de par son essence, d'être responsable. La responsabilité est la possibilité de se montrer comme acteur de son projet de vie. De cette façon il peut réclamer les conséquences de ses actes. l'exercice de la liberté suppose la conscience de la responsabilité. Cette conscience peut rendre possible un comportement véritablement libre, c'est à dire, agir sans contrainte tout en acceptant les conséquences de mes actes et que l'autre égal à moi doit aussi se comporter de la même manière.

## LES DROITS DE L'HOMME DANS LE SYSTEME INTERNATIONAL

### LA CHARTE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

Les attributs de l'être humain sont les fondements des droits de l'homme et des libertés fondamentales. En effet, tous les droits et libertés consacrés dans la Charte des Droits de l'Homme sont l'expression en postulats normatifs de ces attributs. Pour cette raison, l'article 1<sup>er</sup> de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme affirme: "Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité".

La Charte des Droits de l'Homme est l'ensemble d'instruments concernant les droits, les libertés fondamentales, les garanties de réalisation de ces droits et les Organes de suivi. Elle est composée d'instruments avec un statut juridique différent, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, adoptée et proclamée par l'Assemblée des Nations Unies le 10 décembre 1948, contient les postulats fondamentaux qui se dégagent de la considération de l'être humain comme étant libre et égal en dignité et en droits. Elle n'a pas une force obligatoire à caractère juridique, mais sa force morale indiscutable a l'avantage de son universalité, car elle est un guide pour tous les Etats en matière de principes universels relatifs à la personne, à ses droits et à ses

libertés.

Sa force provient du contenu et de l'évidence de ses principes, car ils appartiennent à l'essence même de l'être humain. Toutes les cultures en quelque sorte, fondent leurs rapports sociaux sur les attributs fondamentaux de l'être humain. Elles leur donnent des critères de valeurs différents et c'est de ce fait que proviennent les inégalités et les éléments discriminatoires. Mais en tant que valeurs universelles il est difficile de passer au-dessus de ces mandats. Les principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme sont des recommandations adressées à tous les Etats dans le but de les inviter à prendre ces postulats comme modèle à suivre dans les rapports entre les individus et l'Etat.

L'acceptation de ces recommandations permet aux Etats de construire une démocratie basée sur la culture des droits de l'homme et des libertés fondamentales tout en exerçant une autorité respectueuse de la personne et de ses attributs, car la reconnaissance des êtres humains comme étant libres et égaux en dignité et en droits ne comporte pas la négation de l'autorité. L'autorité doit se comprendre en deux sens, en tant que détermination des limites et en même temps, comme ouverture des possibilités de réalisation de l'action individuelle et collective. La considération simultanée des limites et des possibilités de réalisation de l'action permet de considérer l'autorité comme l'élément pédagogique par excellence dans tous les rapports sociaux et tout particulièrement du rapport entre l'individu et l'Etat. Ce sens de l'autorité permet de mettre en oeuvre les principes des droits de l'homme et des libertés fondamentales avec la responsabilité propre à l'exercice du pouvoir et avec celle des individus dans l'exercice de leurs droits et libertés.

La Charte comprend aussi le Pacte des Droits Economiques, Sociaux et Culturels et le Pacte des Droits Civils et Politiques, adoptés par l'Assemblée des Nations Unies le 16 décembre 1966. Le premier est entré en vigueur le 3 janvier 1976 et le second le 23 mars de la même année. Il est dit que les Pactes sont entrés en vigueur parce qu'ils sont des instruments avec un statut différent de la Déclaration. En effet, ils sont des accords conclus entre plusieurs Etats qui les ont négociés à l'initiative de l'ONU. Dès qu'ils ont été approuvés les participants les signent et les ratifient et à partir de ce moment, ils deviennent obligatoires pour les Etats parties. Les Etats non participants à la négociation peuvent accepter leur autorité en vertu d'un acte d'adhésion.

Les Pactes ont une force juridique qui les rend obligatoires pour les Etats parties. Ils n'ont pas une autorité pour ceux qui ne le ratifient pas. Cette



condition a l'avantage de son caractère exigible parce qu'ils comportent des engagements de la part des Etats afin de mettre en oeuvre leurs mandats. Sa force obligatoire rend fautifs les Etats qui ne les suivent devant les autres Etats et devant l'Organe de suivi établi lorsqu'il existe. Mais cet avantage restreint son champ d'application et son universalité car ils ne sont applicables qu'aux Etats parties, c'est-à-dire, à ceux qui les ont ratifiés.

Finalement, la Charte est composée de deux Protocoles du Pacte de Droits Civils et Politiques: Le Protocole concernant la possibilité accordée aux individus de porter plainte devant le Comité des Droits de L'Homme toutes les fois que leurs droits sont bafoués, adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 16 décembre 1966 et entré en vigueur le 23 Mars 1976, et le Protocole II visant à l'élimination de la peine de mort, adopté par l'Assemblée des Nations Unies le 15 décembre 1989. Il n'est pas encore entré en vigueur parce qu'il n'y a pas encore dix Etats qui l'ont ratifié ou adhéré, suivant ce qui est dit dans son article 8.

### ENSEMBLE DES DISPOSITIONS CONTENUES DANS LA CHARTE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME.

La Charte des Droits de l'Homme contient les principes fondamentaux signalés dans l'article premier, les droits et libertés fondamentales et les garanties minima nécessaires pour son accomplissement. La Déclaration établit les énoncés universels et les Pactes développent ces énoncés de manière plus explicite qui concernent les engagements que les Etats adoptent par le fait de leur ratification ou adhésion. Les deux Pactes contiennent deux articles communs qui consacrent le principe de la libre détermination des peuples, et l'égalité du droit entre l'homme et la femme pour bénéficier de tous les droits économiques, sociaux et culturels et des droits civils et politiques. Par la suite, nous allons exposer l'ensemble des droits et libertés fondamentales consacrés dans la Charte

---

#### Les libertés Fondamentales

La liberté est un attribut de la personne et à ce titre elle lui appartient de par son essence. Or la liberté étant un attribut, la Charte en fait aussi un droit afin qu'elle devienne aussi une prérogative que l'on peut revendiquer à tout moment. Dans ce sens elle est consacrée dans l'article 3 de la Déclaration et l'article 9 du Pacte des Droits Civils et Politiques. Jouir de la liberté est propre à l'être humain, mais c'est aussi une exigence qui émane d'un droit que toute personne doit interposer et que tout Etat et toute personne doit respecter. La limite de la liberté est la liberté et la dignité d'autrui.

En tant qu'attribut de l'être humain, la liberté se manifeste comme une unité se référant à la personne. En tant qu'exercice elle comprend une diversité que la Charte définit comme les libertés fondamentales. Elles sont:

La liberté de Conscience. La conscience est la faculté de l'être humain de connaître sa propre réalité, et de juger selon ses propres critères. La liberté de conscience est la capacité de toute personne d'agir selon cette connaissance intérieure et son propre capacité de juger si l'action s'accorde avec les principes recteurs de sa conscience et de sa morale. Nul ne peut être contraint à agir contre sa conscience. L'ordre provenant d'une autorité supérieure ne peut pas être invoquée comme raison valable afin d'aller à l'encontre de la conscience. La liberté de conscience est à la base de l'exercice de toutes les libertés parce que finalement la pensée, l'opinion, la croyance, la religion, etc., relèvent de l'action d'une conscience bien fondée. Art. 18 de la Déclaration et le même du Pacte des Droits Civils et Politiques.

Libertés de Pensée, d'Opinion et d'Expression. Ces libertés relèvent de la faculté de l'être humain d'exercer la réflexion, d'exprimer ses idées et de manifester ses opinions. Elles permettent le développement de la créativité, de l'imagination et de l'expression aussi bien orale qu'écrite. De cette ensemble de libertés découlent la liberté de donner et de solliciter l'information et la liberté de la presse. Personne ne peut limiter l'exercice de ces libertés si ce n'est que pour des raisons légitimes provenant de la nécessité de rétablir l'ordre public perturbé. Art 18 de la Déclaration et art 19 du Pacte des Droits Civils et Politiques

Libertés de Croyance, de Religion et de Culte. Elles découlent de la liberté de conscience. S'adressent à la faculté de l'être humain de croire et orienter ses croyances selon sa conception du monde. Cet ensemble de libertés implique la liberté d'avoir ou d'adopter la religion ou la conviction de son choix, de

manifester ses convictions en publique ou en privé, de manière individuelle ou collective. Ces libertés ne peuvent être l'objet des restrictions que dans le cadre prévu par la loi et quand il y a une nécessité du maintien de la sécurité, de l'ordre et de la santé publique, de la morale ou des libertés fondamentales et les droits d'autrui. Art. 18 de la Déclaration et 19 du Pacte de Droits Civils et Politiques.

Libertés de Réunion et d'Association. Cette liberté est consacrée dans la Déclaration en tant que liberté et dans le Pacte des Droits Civils et Politiques comme les droits de toute personne à la réunion pacifique et de s'associer librement avec d'autres personnes. La liberté syndicale est une des modalités de la liberté d'association; elle est la prérogative des travailleurs de s'associer pour défendre leurs intérêts. Art. 20 de la Déclaration et 21- 22 du Pacte des Droits Civils et Politiques.

Autres libertés consacrées par la Charte s'adressent à la liberté de circulation exprimée comme le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat, ainsi que le droit de quitter tout pays et de revenir dans le sien. Art. 13 de la Déclaration et 12 du Pacte des Droits Civils et Politiques. La liberté de choisir son travail, de libre développement de sa personnalité, art. 22 de la Déclaration, et de la participation libre dans la vie culturelle, art. 27 de la Déclaration.

Tel qu'il a été signalé ci-dessus, l'exercice des libertés établies dans la Charte ne peuvent être l'objet des restrictions que celles établies par la loi et qui sont nécessaires dans les sociétés démocratiques seulement dans l'intérêt de la sécurité publique, de l'ordre public, pour protéger la santé ou la moralité publique ou les droits et les libertés d'autrui. Il est aussi important de souligner la disposition de l'article 20 du Pacte des Droits Civils et Politiques selon lequel il est interdit de faire de la propagande en faveur de la guerre, tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse conduisant à

la discrimination, à l'hostilité ou à la violence. Cette disposition constitue aussi une limitation que la loi doit imposer à l'exercice des libertés, spécialement aux libertés d'expression, d'opinion et d'information

#### Les Droits Consacrés dans la Charte Internationale des Droits de l'Homme

---

Les droits consacrés par la Charte assurent la détermination de la protection de la personne dans tous les domaines de sa vie aussi bien au niveau

individuel, social et politique, que dans ses rapports avec l'administration de la justice. Ces droits constituent une unité composée des droits civils et politiques et des droits économiques, sociaux et culturels. A l'issue de la Conférence Mondiale des Droits de l'Homme tenue à Vienne en 1993, cette unité a été énoncée afin de manifester l'interrelation existante entre les deux Pactes. Cette unité est composée des droits suivants:

#### **Droits concernant la Personne en tant que telle**

Le droit à la vie et à l'intégrité physique, psychique et morale est inhérent à la personne humaine, art.3 de la Déclaration et Art. 6 du Pacte des Droits Civils et Politiques. Il est le point de départ de tous les droits de l'homme. La reconnaissance de ce droit constitue la possibilité d'exercice de tous les autres droits consacrés par la Charte Internationale des Droits de l'Homme. Le droit à la vie implique la préservation de l'intégrité physique, psychique et morale. Ceci veut dire qu'avoir le droit à la vie est non seulement avoir le droit à l'existence mais aussi et de manière essentielle, le droit à la conservation du corps et de l'esprit dans un état de normalité permettant de garantir la continuité de la vie et du développement de la personnalité dans l'intégrité de son être physique, psychique et morale.

Afin de garantir le droit à la vie, la Charte établit des prohibitions concernant des actes qui vont à l'encontre de la jouissance de la vie dans son intégrité. Ainsi, l'article 6 du Pacte des Droits Civils et Politiques interdit la privation arbitraire de la vie, l'art. 7 consacre la prohibition de la torture et autres peines ou traitements cruels inhumains ou dégradants, et l'art. 8 interdit l'esclavage, la traite d'esclaves sous toutes les formes, la servitude et les travaux forcés ou obligatoires et l'art. 9 établit la prohibition de l'arrestation ou détention arbitraires. Les mêmes interdictions sont consacrées par les articles 4, 5 et 9 de la Déclaration.

La sécurité de la personne est aussi un droit de l'individu dont découle l'obligation de l'Etat de garantir la sûreté de la population à travers des systèmes de protection efficaces et respectueux de la personne. C'est un droit consacré par l'art. 3 de la Déclaration et 9 du Pacte des Droits Civils et Politiques. De ce droit dérive aussi le droit à la Protection de la loi. Toutes les personnes sans aucune distinction ont le droit à une égale protection de la loi et à une égale protection contre toute discrimination notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique et de toute autre forme d'opinion, d'origine nationale, ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. Pour accomplir cette fin la loi doit interdire

formellement toute discrimination. Il a été ainsi établi dans les Articles 7 de la Déclaration et 26 du Pacte de Droits Civils et Politiques.

Toute personne a droit à avoir une nationalité tel qu'il est établi dans l'article 15 de la Déclaration. Afin de mieux garantir ce droit, les Nations Unies ont approuvé la Convention sur la réduction des cas d'Apatride. De la même façon, selon les arts. 6 de la Déclaration et 16 du Pacte des Droits Civils et Politiques, toutes les personnes ont droit à la reconnaissance de leur personnalité juridique. Ce droit permet à l'individu de devenir sujet des droits et des obligations devant la loi.

Un ensemble des droits concernant la personne représentent les prérogatives des individus de jouir de l'intimité, ce qui veut dire, selon les arts. 12 de la Déclaration et 17 du Pacte des Droits Civils et Politiques, que l'espace de la vie privée de la personne, sa famille, son domicile, sa correspondance, son honneur et sa réputation doit être protégé par la loi. Le droit d'asile est aussi une autre prérogative de l'individu lorsque, en raison de la persécution subie dans son pays il est obligé de s'expatrier.

Selon les articles 22, 24, 25 et 26 de la Déclaration et 7 alinéa des articles 9, 12 et 13 du Pacte des Droits Economiques Sociaux et Culturels, les personnes ont aussi le droit à l'éducation en vue de garantir le plein épanouissement de la personnalité, de la dignité et du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'enseignement doit être gratuit et obligatoire au niveau primaire, généralisé au secondaire et rendu accessible au niveau supérieur. Le droit à la Santé est aussi une prérogative sociale que tous les Etats parties au Pacte des Droits Economiques, Sociaux et Culturels doivent garantir à toute personne et à sa famille. Il comprend aussi la possibilité d'une alimentation adéquate, vêtement, logement, soins médicaux et les services sociaux nécessaires. La maternité et l'enfance ont droit à une assistance spéciale. De la même manière, toutes les personnes ont droit à la sécurité sociale, au repos et aux loisirs.

Les droits à la participation constitue aujourd'hui un aspect essentiel de la démocratie. Elle comprend tout d'abord la participation politique consacrée par les articles 21 de la Déclaration et 25 du Pacte des Droits Civils et Politiques. Ce droit comprend la faculté de l'individu de prendre part à la direction des affaires publiques. ~~Il a la possibilité d'élire et d'être élu au cours des élections~~ et d'accéder aux fonctions publiques dans des conditions d'égalité. La participation politique est le droit politique fondamental dans la démocratie. Toute personne a aussi le droit de participer librement à la vie culturelle, à

jouir des arts et à participer au progrès scientifique de la société, selon les postulats établis dans les articles 27 de la Déclaration et 15 du Pacte des Droits Economiques, Sociaux et Culturels.

Finalement, du point de vue de la personne, la Déclaration dans son art. 28, établit que tout individu a le droit à un ordre social et international tel que les droits et libertés puissent y trouver leur pleine réalisation.

#### **Droits Concernant la Famille**

De point de vue de la famille, l'article 16 de la Déclaration consacre le droit de l'homme et de la femme sans aucune restriction due à la race, la religion ou la nationalité, de se marier et de fonder une famille, à partir de l'âge nubile, c'est-à-dire dès qu'ils sont aptes à se marier et à avoir des enfants. Les époux ont les mêmes droits au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution et jouissent du libre consentement pour conclure le mariage. Le même article et le 10 du Pacte de Droits Economiques, Sociaux et Culturels accordent une attention spéciale à la famille, notamment aux mères avant et après la naissance, aux enfants et adolescents.

Les mêmes articles et le 24 du Pacte des Droits Civils et Politiques demandent aux Etats d'accorder une attention spéciale aux enfants. Ils doivent être protégés contre l'exploitation par le travail. Selon cet article, tout enfant sans aucune distinction, a le droit de la part de famille, de la société et de l'Etat, aux mesures de protection que sa condition de mineur demande, spécialement à avoir un nom et une nationalité. Afin de faciliter la tâche des Etats, l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté plusieurs instruments internationaux relatifs aux droits de l'enfant, tels que la Déclaration des Droits de l'Enfant, la convention portant le même titre et l'ensemble des règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la Justice pour mineurs (Règles de Beijing) et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de la liberté

Toute personne a aussi droit à un niveau de vie suffisant pour assurer son bien-être et celui de sa famille. Celui-ci concerne l'alimentation, le logement, les soins médicaux et les services sociaux nécessaires. Les Etats doivent ~~prendre les mesures nécessaires pour améliorer les méthodes de production et~~ de distribution d'aliments et pour assurer le droit au développement

### **Droits Concernant le Travail**

La Déclaration dans son article 23 affirme que toute personne a droit au travail, à la liberté de choisir son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail, à la protection contre le chômage, à un salaire égal pour un travail égal, à une rémunération équitable et satisfaisante assurant à lui et à sa famille une existence digne, et à fonder des syndicats afin de mieux protéger ses intérêts. Ces prérogatives sont développées in extenso dans les articles 6, 7, 8 et 9 du Pacte de Droits Economiques, Sociaux et Culturels. Dans ce Pacte il est demandé aux Etats de prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder le droit au travail; elles doivent aussi tenir compte de l'orientation et la formation technique et professionnelles, l'élaboration de programmes pour assurer un développement économique, social et culturel. Le droit au travail se rapporte aussi au principe de la liberté syndicale. Toute personne a le droit de former et à s'affilier au syndicat de son choix.

### **Droits Concernant l'Administration de la Justice**

L'Administration de la Justice est le pilier de la culture des droits de l'homme. Son efficacité est la garantie de la jouissance de tous les droits et particulièrement de la jouissance des droits civils et politiques. Les buts de l'administration de la Justice est la solution des conflits entre particuliers et la sanction des responsables des infractions pénales. Dans l'accomplissement de ses buts la Justice doit faire preuve d'équité, d'impartialité et d'objectivité. Pour cela, tous les régimes démocratiques possèdent un système de l'administration de la Justice indépendant des autres pouvoirs et pourvu des lois et des procédures spécifiques établis préalablement afin de garantir le droit fondamental de l'égalité de tous devant la loi.

Lorsqu'un individu se trouve devant la justice, il a des droits et garanties que lui assurent un jugement équitable et fondé sur le principe de la légalité. Tous les individus, sans aucune distinction, ont le droit, dans des conditions d'égalité, à une protection de la loi. Et toute personne a le droit à ce que sa cause soit entendue de manière publique et équitable par un tribunal indépendant et impartial, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale, dirigée contre lui, tel qu'il est dit dans l'article 10 de la Déclaration et l'article III du Pacte des Droits Civils et Politiques. La publicité est une garantie d'impartialité, le huis clos peut se réaliser seulement pour une partie, ou pendant la totalité du procès ou lorsque l'intérêt public ou de la justice le

demandent et en tous les cas dans l'intérêt des mineurs.

Afin de garantir l'impartialité, l'équité et légalité de tous devant la loi, la Charte Internationale des Droits de l'Homme, consacre une série de principes et de garanties qui constituent les garde-fous juridiques que les autorités judiciaires doivent mettre en oeuvre afin de garantir le respect de la personne, son intégrité et sa dignité. Car les droits consacrés dans la Charte constituent les attributs fondamentaux de tous sans aucune distinction provenant de la situation personnelle.

Il existe deux principes qui sont à la base de tout système judiciaire qui sont:

- La légalité préexistante, ce qui veut dire que personne ne peut être condamnée par des actions ou omissions, ni soumise à une peine qui, au moment où elles ont été commises, n'étaient pas définies comme étant des infractions pénales, par une loi nationale ou internationale. Art. 11 de la Déclaration et 15 du Pacte des Droits Civils et Politiques.
- La présomption d'innocence, ce qui veut dire que toute personne accusée d'avoir commis une infraction pénale est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie Art. 11 de la Déclaration et 14.2 du Pacte des Droits Civils et Politiques.
- Un autre principe est celui du double jugement pour la même infraction pénale. Ce qui veut dire, que personne ne peut être poursuivie ou punie en raison d'une infraction pour laquelle elle a été acquittée ou condamnée selon la loi et les procédures existantes dans son pays. Art. 14. 7 du Pacte des Droits Civils et Politiques.

L'article 14.3 du Pacte des Droits Civils et Politiques établit les garanties qui constituent les règles minima pour la protection des droits de la personne accusée d'une infraction pénale. Elle a le droit à:

- Etre informé de la nature et des motifs de l'accusation, dans une langue qu'elle puisse comprendre.
- Disposer du temps et de moyens nécessaires pour sa défense
- A être jugée dans le plus court délai
- A être présent au procès et à se défendre soit personnellement, soit par un défenseur payé ou d'office
- A interroger les témoins de charge et à présenter des témoins de décharge
- A se faire assister gratuitement par un interprète au cours du procès si elle ne comprend pas la langue employée
- Et a ne pas être forcée à témoigner contre elle-même
- A faire examiner la déclaration de culpabilité et de condamnation par une autorité supérieure conformément à la loi



loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être de tous. Cet exercice des droits et des libertés ne peuvent pas aller à l'encontre des principes et des buts des Nations Unies.

L'article 30 consacre aussi une limite aux dispositions établies dans la Déclaration selon laquelle aucun Etat, aucun groupe ou individu ne peut interpréter les principes contenus dans la Déclaration comme étant des droits pour se livrer à des activités visant à nuire les droits et libertés énoncés dans la Déclaration. C'est un concept de grande importance pour définir l'exercice de la liberté dans une société démocratique, et tout particulièrement, l'exercice de la liberté d'expression, d'opinion et de conscience.

#### **INSTRUMENTS INTERNATIONAUX CONCERNANT LE TRAITEMENT DES PERSONNES SOUMISES A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION OU D'EMPRISONNEMENT**

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et le Pacte des Droits Civils et Politiques, contiennent des dispositions concernant les droits de toute personne à la sécurité de sa personne (D art 3 P art.9), à une égale protection de la loi et à la protection égale contre toute discrimination qui violerait les droits contenus dans la Déclaration (D art. 7 P art. 26), et elle a droit aussi à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus (D art. 8, P art.26).

Ces principes déterminent un des buts de l'Etat; or c'est l'obligation de toutes les autorités de veiller à la sécurité de toutes les personnes et leurs biens. Dans l'exercice de cette fonction elles doivent prendre les mesures nécessaires tant législatives qu'à caractère administratif pour garantir la protection et la jouissance de tous, de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Des la perspective de l'Etat, les droits mentionnés deviennent des fonctions des autorités, définies par la loi et accomplies selon les règlements établis pour garantir l'égalité de tous vis-à-vis de la prestation de la protection de la personne et de ses biens. En conséquence, cette fonction n'est pas une concession gracieuse que l'Etat accorde aux individus, elle est l'accomplissement d'une obligation qui émane des droits fondamentaux de la

- Aux indemnités lorsque la condamnation pénale a été annulée à cause d'une erreur judiciaire.

### **Le Droit au développement**

Le droit au développement est la synthèse de tous les droits de l'homme tel qu'il a été défini dans la Déclaration du Droit au Développement approuvée par les Nations Unies en décembre 1986. En effet, l'article premier affirme que le droit au développement est un droit humain inaliénable selon lequel l'être humain peut participer au développement économique, social, culturel et politique dans lequel toute personne peut jouir de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales.

La Conférence mondiale des Droits de l'Homme réunie à Vienne en 1993 a réaffirmé cette notion du droit au développement et recommande aux Etats et aux Systèmes Internationaux et Régionaux de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éliminer les obstacles qui s'opposent à la réalisation de ce droit. La participation de la femme au droit au développement est une condition nécessaire pour la jouissance de ce droit à titre universel.

### **LE DEVOIR ET LA RESPONSABILITE DE L'ETRE HUMAIN EN TANT QUE SUJET DES DROITS.**

En tant que sujet des droits, l'être humain est aussi sujet des devoirs envers lui et vis-à-vis de la communauté. Le devoir originaire de toute personne est le respect de soi comme être digne, la prise de conscience du fait qu'elle est sujet des droits et le respect des autres comme étant son égal en dignité et en droits. Elle a aussi le devoir d'exercer ses droits et de jouir de ses libertés tout en respectant les droits et les devoirs d'autrui. La responsabilité de l'individu est aussi un attribut fondamental de la personne tel qu'il est signalé dans l'article premier de la Déclaration, lorsqu'il définit l'être humain comme étant doué de raison et de conscience et qu'il doit agir envers les autres dans un esprit de fraternité.

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme a consacré l'article 29 spécialement destiné à définir l'horizon de la responsabilité de l'individu envers la communauté. La solidarité est le devoir auquel la Déclaration fait appel lorsqu'elle parle de fraternité. Selon l'article cité, les seules limites à l'exercice des droits et à la jouissance des libertés sont celles établies par la

personne et des engagements acceptés par les Etats en vertu de la force morale et coutumière de la Déclaration et de la ratification ou adhésion au Pacte des Droits Civils et Politiques.

Nous avons aussi affirmé que la Déclaration et le Pacte des Droits Civils et Politiques ont consacré l'interdiction de l'application de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (D art 5, P art.7) et la prohibition de la détention arbitraire (D art. 9 P art. 9). Toute autorité qui a la faculté de réaliser des détentions, ou chargée de la surveillance d'établissements pénitentiaires doivent suivre ces dispositions car ce sont des garanties qui protègent l'intégrité physique, psychique et morale des personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. La torture ne s'accorde pas avec la reconnaissance de l'individu comme étant un être digne parce qu'elle comporte une méprise de la personne et une dégradation de sa dignité en vue d'obtenir des informations ou de aveux. Tout traitement ou peine qui déchire la dignité va à l'encontre des droits de la personne.

Les Gendarmes sont les fonctionnaires de l'Etat chargés de la fonction de protection des personnes, de leurs biens; de garantir l'ordre dans lequel tous les individus peuvent exercer leurs droits et libertés, porter secours aux personnes en danger et veiller à l'exécution de la loi. L'autorité du gendarme doit s'exercer dans le respect des droits de l'homme parce qu'il ressort de ses fonctions, et qu'il est le représentant de l'Etat le plus proche de la population et c'est de ce contact que la communauté perçoit la présence de l'Etat.

Pour réaliser leurs fonctions les gendarmes possèdent des moyens prévus par la loi qui leur permet d'exercer les fonctions dans le respect des droits de l'homme. Ce sont les garde-fous juridiques. Ils représentent les limites de l'action des représentants de l'autorité du point de vue des fonctionnaires, et ils sont, pour les individus des garanties du respect de leurs droits. Les garde-fous juridiques sont des procédures établies par la loi ou les règlements de la législation nationale, mais ils existent dans la Charte des Droits de l'Homme. Ce sont les garanties consacrées dans les art. 9, 19 et 11 du Pacte des Droits Civils et Politiques. Ils sont

- Personne ne peut être privée de sa liberté si ce n'est pour des motifs et conformément à la procédure établie par la loi
- Tout individu arrêté doit être informé et notifié au moment de son arrestation des raisons de l'arrestation dans le plus court délai
- Il doit être traduit devant le juge et avoir un jugement dans un délai raisonnable ou être libéré

- Il a droit au recours de l'habeas corpus afin qu'un tribunal décide de la légalité de son détention ou ordonne sa liberté
- Il a droit à une réparation en cas d'arrestation ou de détention illégales.
- Toute personne privée de sa liberté doit être traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine.
- Les prévenus doivent être séparés des condamnés et soumis à un régime approprié à leur condition.
- Les jeunes doivent être séparés des adultes et leurs cas doivent être décidés aussi rapidement que possible.
- Les jeunes délinquants doivent être soumis à un régime approprié à leur âge et à leur statut légal.
  
- Le but essentiel du régime pénitentiaire est de faciliter l'amendement et le reclassement social des condamnés.
- Personne ne peut être emprisonnée en raison de son impossibilité de payer ses dettes.

#### **Instruments spécifiques relatifs au traitement des détenus**

En ce qui concerne le traitement des détenus il existe seulement un instrument international à caractère obligatoire: c'est la Convention contre la Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par la Assemblée Générale des Nations Unies le 10 décembre 1984 et entrée en vigueur le 26 juin 1987. Les autres sont des principes et des règles qui constituent des recommandations aux Etats afin d'améliorer leurs systèmes pénitentiaires et les conditions des personnes détenues ou emprisonnées. Parmi ces instruments il y en a qui s'adressent à la population majeure et des autres consacrés spécialement au traitement des mineurs. En ce qui concerne les premiers nous pouvons citer: l'ensemble des règles Minima pour le traitement de détenus, adopté par le premier congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et du traitement des délinquants en 1955 et approuvé par le Conseil Economique et Social -ECOSOC- en mai 1977. Il y a l'ensemble des Principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou emprisonnement, adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 9 décembre 1988, les Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus, adoptés par la Assemblée Générale des Nations Unies le 14 décembre 1990.

La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants constituent l'ensemble des dispositions en vertu

desquelles les Etats s'engagent à éliminer la souffrance physique, psychique et morale infligée à un individu aux fins de provoquer une intimidation quelconque dans l'exercice de l'autorité. Elle définit la torture comme "tout acte par lequel une douleur ou une souffrance aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées à une personne aux fins notamment d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou des aveux, de la punir d'un acte qu'elle ou une tierce personne a commis ou est soupçonnée d'avoir commis, de l'intimider ou de faire pression sur elle ou d'intimider ou de faire pression sur une tierce personne, ou pour toute autre motif fondé sur une forme de discrimination quelle qu'elle soit, lorsqu'une telle douleur ou de telles souffrances sont infligées par un agent de la fonction publique ou toute personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite." (Convention Art. 1)

Les Etats parties s'engagent à prendre toutes les mesures législatives, administratives et judiciaires nécessaires pour éliminer la pratique comportant des actes de torture sur tout le territoire de sa juridiction. L'interdiction de la torture est totale, elle ne peut pas être acceptée sous aucun prétexte ni en raison des circonstances spéciales telle que la guerre ou instabilité politique. L'ordre d'un supérieur ne peut pas être invoqué comme excuse.

Les Etats doivent définir la torture, la tentative de torture et tout acte de participation à la torture, comme une infraction pénale jugée et sanctionnée par des autorités compétentes. Ils doivent exercer une surveillance systématique sur les règles, instructions, méthodes et pratiques d'interrogatoire et sur les dispositions concernant la garde et le traitement des personnes arrêtées, détenues ou emprisonnées en vue d'éviter la torture. Ils doivent aussi veiller à ce que l'enseignement et la formation de tout le personnel civil et militaire chargé de l'application des lois, du personnel médical, des agents de la fonction publique et des autres personnes dans la garde, l'interrogatoire ou le traitement de toute personne arrêtée. Il va de même pour tous les actes constitutifs de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Toute déclaration établie par les moyens de la torture ne peut pas être invoquée comme un élément de preuve dans une procédure. Elle peut servir de preuve seulement contre la personne accusée de commettre des actes de torture.

La Convention a créé un Comité contre la Torture composé de dix experts de haute moralité et possédant une compétence reconnue dans le domaine des

droits de l'homme. Les Etats parties doivent envoyer des rapports au Comité tous les quatre ans sur les mesures prises pour donner effet aux engagements en vertu de la Convention. Lorsque le Comité reçoit des informations fondées que la torture est pratiquée dans un Etat, il doit inviter ledit Etat à coopérer pour l'examen de l'information. Il peut ordonner une enquête confidentielle et faire un rapport d'urgence, il peut aussi visiter le pays concerné et inviter l'Etat à coopérer pour respecter ses engagements vis-à-vis de la Convention.

Les Règles Minima pour le traitement des détenus, l'ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou D'EMPRISONNEMENT, et les principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus, constituent un ensemble d'instruments qui contiennent des principes de traitement des personnes qui se trouvent en situation de détention ou D'EMPRISONNEMENT aussi bien pour la protection de sa personne et de sa liberté que pour leur accorder des conditions de vie acceptables dans les locaux de détention. Ce sont des principes applicables à tous, de manière impartiale sans aucune différence de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine sociale, nationale, de fortune de naissance ou de toute autre situation.

Un principe fondamental est que toute personne soumise à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement doit être traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine. Tous les détenus ou condamnés doivent continuer à jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales, sauf pour ce qui est des limitations résultant de leur incarcération. Les mesures d'arrestation, de détention ou D'EMPRISONNEMENT ne sont appliquées qu'en stricte conformité avec les dispositions de la loi et par les autorités compétentes. Toutes les garanties consacrées dans la Charte des Droits de l'Homme sont développées dans ces trois instruments internationaux. Toute personne détenue doit avoir des renseignements et des explications concernant ses droits et la manière dont elle peut le réclamer. Elle a le droit à recevoir des visites, si elle le demande elle doit être placée dans un lieu de détention proche de sa résidence.

Du point de vue administrative, ces instruments consacrent l'obligation d'avoir un registre des personnes détenus avec les données concernant l'identité, les motifs de la détention, l'autorité compétente, le jour de l'admission et de la sortie et l'ordre de la détention. Tel qu'il a été affirmé dans la Charte des Droits de l'Homme, et est nécessaire de faire une séparation des différentes catégories de détenus: les hommes adultes séparés des femmes, les jeunes

séparés des adultes, les détenus séparés des condamnés, les condamnés pour des délits civils doivent être séparés de condamnés pour des infractions pénales. Tous les locaux destinés aux détenus ou aux condamnés doivent être maintenus dans de bonnes conditions d'hygiène, d'éclairage, avoir des installations sanitaires proches et décentes et installations de bain et de douche suffisantes. Tous les locaux doivent être maintenus en bon état de propreté.

Du point de vue de la personne, il est nécessaire d'assurer aux détenus ou aux condamnés une hygiène personnelle, vêtements et literie propres et en bon état, alimentation adéquate, possibilité de faire des exercices physiques, services médicaux, avoir des dépôts des objets appartenant aux détenus, possibilité de consulter une bibliothèque, de pratiquer sa religion, de recevoir l'information nécessaire relative au régime pénitentiaire, à porter plainte de manière respectueuse, à avoir de contact avec le monde extérieur, spécialement avec sa famille, son avocat et les représentants diplomatiques et consulaires de son pays, information à sa famille de maladie ou d'accident graves, ou de décès du détenu ou des ses proches parents ou de son transfert. Tout transfert du détenu doit se réaliser dans des conditions respectueuses de son intégrité.

Le personnel de tout grade doit être choisi avec soin, car c'est de son intégrité, de son humanité, de son aptitude et de ses capacités dont dépend la bonne gestion pénitentiaire, il doit avoir la possibilité d'améliorer ses connaissances, il doit y avoir des spécialistes en psychologie, psychiatrie, travailleurs sociaux, instituteurs et instructeurs techniques.

Les Règles minima contiennent aussi des recommandations pour les différentes catégories de détenus, spécialement pour les condamnés, pour les malades mentaux, pour les personnes arrêtées ou en détention préventive pour les condamnés pour dettes et pour les personnes incarcérées sans avoir été inculpées. Pour les condamnés le traitement doit avoir pour but de créer en eux la volonté de se réhabiliter et de vivre en société en respectant la loi, leur donner la formation nécessaire pour subvenir à leurs besoins et encourager le respect de soi-même et le sens de la responsabilité de soi et vis-à-vis de la société.

Ces règles et principes sont des recommandations faites par l'Assemblée des Nations Unies afin de consolider un bon système pénitentiaire selon les conceptions contemporaines de la sanction qui déterminent que toute personne, même si elle se trouve en état de détention ou d'emprisonnement est un être humain libre et égal en dignité et en droits. Mais il est évident qu'elles

## **LES RENSEIGNEMENTS GENERAUX**

### **Leçon n°3**

#### **B. LES MOYENS**

##### **Plan du cours:**

##### **1. Les sources matérielles:**

- a. les archives de la gendarmerie et de police
- b. les archives des autres administrations et des organismes privés
- c. la presse.

##### **2. Les moyens humains:**

- a. les cadres ou fonctionnaires
- b. les collaborateurs extérieurs

##### **3. Les moyens techniques:**

- a. la photographie
- b. l'audio-visuel
- c. la reprographie
- d. l'enregistrement sonore
- e. les écoutes téléphoniques
- f. la radio
- g. l'informatique.

##### **Définition:**

La collecte, la centralisation et le traitement de l'information nécessitent l'utilisation et l'exploitation d'un certain nombre de moyens qu'on peut classer en trois catégories essentielles:

- les sources matérielles
- les moyens humains
- les moyens techniques

Ce sont les moyens des renseignements généraux.



### 1. Les sources matérielles:

La consultation systématique et prioritaire des sources d'information brutes plus facilement accessibles s'impose au fonctionnaire des renseignements généraux au départ de toute enquête. Ces sources sont appelées **sources matérielles** et sont constituées par les archives de la gendarmerie, de la police, de celles des autres administrations et organismes privés ainsi que la presse écrite et audio-visuelle.

#### a. Les archives de la gendarmerie et de la police:

Jucicieusement exploitées, ces archives sont une mine de renseignements sur les individus, les collectivités et les événements. Convenablement tenues, elles constituent la mémoire de ces services. A cet effet, elles sont la base, l'assise et l'élément de continuité de l'action des services.

#### b. Les archives des autres administrations et organismes privés:

Les ministères, les grands services administratifs (PTT, Impôts et Douanes, les Travaux Publics, les Mines, INPS, Mairie), les chambres de commerce, les banques, les sociétés privées, les commerçants importants, possédant des registres, des dossiers et des archives dont la consultation peut apporter des éléments utiles à l'enquêteur.

#### c. La presse:

La presse constitue pour le fonctionnaire des renseignements généraux une précieuse source d'information. Elle évoque très souvent la première les événements de l'actualité, traduit les courants d'opinion, analyse les prises de position politiques et commente l'action du gouvernement.

Notons cependant qu'un article de presse ne peut guère être directement utilisé pour en faire une note de renseignement. Il peut compléter ou recouper une information.

### 2. Les moyens humains:

Ils sont l'ensemble des personnels du service de renseignement (cadres et fonctionnaire) leurs collaborateurs extérieurs (informateurs, relations personnelles, etc.) concourant à la recherche et au traitement de l'information.

#### a. Les cadres ou fonctionnaires:

Par opposition aux collaborateurs extérieurs, ils appartiennent au service de renseignement.

Au niveau central ils ont la charge de la synthèse et de l'analyse des informations fournies par les différentes sources intérieures et extérieures. Ils produisent le documents périodiques et orientent le travail des antennes extérieures.

Le cadre à niveau inférieur est chargé de rechercher et de traiter l'information. Il peut le faire par l'observation directe ou avec l'aide de collaborateurs extérieurs.

Dans l'**observation directe**, le cadre est le témoin direct et objectif de l'événement dont il doit rendre compte. Il peut ainsi enregistrer les réactions de l'assistance. Il se trouve dans une situation idéale pour faire un compte rendu précis et fidèle. La garantie non seulement de l'objectivité mais aussi de la rapidité est assurée. ce cas se présente généralement lors des réunions publiques ou autres rencontres ouvertes.

**b. les collaborateurs extérieurs:**

Ce sont des personnes n'appartenant pas au service mais qui assistent le cadre dans l'accomplissement de sa mission. Son concours est précieux dans le cas de réunions non ouvertes au public.

**Les relations personnelles** ne sont pas des collaborateurs au sens strict du terme. La rencontre est généralement fortuite et son objet n'est pas de fournir des informations. Cependant, les renseignements obtenus grâce aux relations personnelles au cours des conversations amicales, détendues sont d'excellente qualité parce qu'ils sont livrés spontanément. L'interlocuteur ne se préoccupe pas de la profession du cadre.

**L'informateur** est une personne qui accepte de fournir des renseignements aux services de renseignements généraux pour les aider à accomplir leurs missions d'information.

L'agent est un informateur plus qualifié utilisé dans la recherche ou l'accomplissement d'activités clandestines. Cela est généralement du ressort des services spéciaux.

L'informateur ou **agent** joue un rôle fondamental dans le recueil des informations surtout à caractère secret.

Il est généralement recruté en raison de ses aptitudes personnelles et de sa position au sein du milieu ou du dispositif dans lequel le cadre souhaite recueillir des informations. L'informateur peut être amené à la collaboration avec le service pour différentes motivations:

- patriotisme, civisme, goût de l'ordre public
- conviction religieuse
- conviction politique
- appât du gain
- implication dans les affaires compromettantes
- besoin de protection ou de petits services
- offre spontanée sans contrepartie.

Notons que l'intéressement est l'une des pratiques courantes utilisées par le cadre -l'Etat à cet effet met à sa disposition les sommes qui doivent être judicieusement utilisées.

Les procédures de recrutement et d'utilisation (manipulation) de l'informateur seront étudiées ultérieurement.

### 3. Les moyens techniques:

Ce sont les installations ou procédés techniques utilisés soit pour le recueil, soit pour le stockage des informations ou pour leur traitement.

L' utilisation ces méthodes exige parfois le concours de spécialistes qui sont de plus en plus inclus dans les effectifs du service. Elle présente des avantages irremplaçables aux plans de la discrétion, de la célérité, de la fidélité et de la commodité de l'information.

Les principales techniques actuellement utilisées sont :

- la photographie
- l'audio-visuel
- la reprographie
- l'enregistrement sonore
- les écoutes téléphoniques
- la radio
- l'informatique.

Les satellites, les avions (espions M2, AWACS) sont utilisés comme supports dans l'exploitation de plusieurs techniques (photographies, écoutes, etc.) .

#### a. La photographie:

Elle est d'un intérêt évident en matière de réunions, cortèges, manifestations sur la voie publique pour l'identification ultérieure des orateurs, auditeurs ou manifestants et pour confondre éventuellement un participant de mauvaise foi.

Des prises de vue à grande distance peuvent être réalisées à l'aide d'appareils à téléobjectif. Par ailleurs, des appareils photos miniaturisés facilement dissimulables sont employés dans le contre espionnage pour les équipes de filature ou pour couvrir les manifestations.

#### b. L'audio-visuel:

La camera vidéo a pris la place du cinéma. L'intérêt du film vidéo est capital en cas de manifestation avec désordre grave. Elle offre la possibilité de pouvoir revivre l'événement.

Grâce aux techniques de ralenti et d'arrêt de l'image, elle permet d'en analyser les circonstances. Une caméra vidéo bien dissimulée peut couvrir une réunion secrète. La caméra de surveillance permet de surveiller continuellement un point bien précis.

c. La reprographie:

Elle se substitue à la dactylographie et même à la photocopie pour la reproduction rapide et en grand nombre de documents. Elle est utilisée dans toutes les branches d'un service de renseignements généraux, surtout aux archives.

d. L'enregistrement sonore:

Le magnétophone peut être utilisé à l'occasion de réunions publiques ou privées pour les sondages d'opinions, pour conserver une conversation tenue dans un bureau ou un compte rendu d'informateur en n'importe quel lieu.

e. Les écoutes téléphoniques:

C'est une technique basée sur l'interception de communications téléphoniques.

Au plan technique, elle ne présente pas de difficultés majeures. Mais elle en pose sur le plan juridique. Ce procédé est dénué de toute valeur légale devant la justice et même entaché d'illégalité en tant qu'atteinte à la vie privée et au secret des correspondances. Il en est de même pour le contrôle du courrier postal. Leur utilisation ne doit être motivée que pour des atteintes à la sûreté de l'Etat ou la lutte contre la grande criminalité. Elles peuvent être aussi utilisées sur réquisition d'un juge d'instruction.

f. La radio:

Elle est utilisée par les fonctionnaires des renseignements généraux pour couvrir les manifestations politiques de tous ordres (résultats électoraux, par exemple). Elle est indispensable lors des opérations de surveillance pour assurer la liaison entre équipes, entre membres d'une équipe en cas de rupture de la filature, pour faciliter les relai et la continuité des opérations.

g. L'informatique:

L'informatique a envahi le domaine de renseignement. Les ordinateurs permettent d'emmagasiner d'énormes quantités d'informations sur des disquettes de dimension infime. Par ailleurs, ils offrent l'avantage de réduire considérablement le temps de la recherche d'une information. L'utilisation de l'informatique en matière de renseignement est devenue actuellement une nécessité primordiale pour tout service de renseignements généraux.

✓

## Questionnaire d'examen

EGENA - Examen de sortie - Promotion : déc. 1994, mai 1995

POLICE ADMINISTRATIVE (1 heure - coef 1)

1<sup>ère</sup> question :

quelles sont les conditions exigées pour rentrer au Rwanda :

- a) d'un étranger.
  - b) d'un Rwandais.
  - c) citez deux cas de personnes indésirables au Rwanda
- (10 points)

2<sup>ème</sup> question

En principe, les gendarmes ne peuvent pénétrer dans les débits de boissons que pour des cas énumérés par la loi. Lesquels ?

10 points

SUJET D'EXAMEN :  
RENSEIGNEMENTS GENERAUX

1. Définition du renseignement en tant qu'activité ?
2. Comment se présente une note d'information ?
3. Quelle est la différence entre une note d'information et une note de renseignement ?
4. Définition du secret professionnel.

EGENA/1995

Jeudi, 18 Mai 1995.

SUJET D'EXAMEN.  
EN  
POLICE JUDICIAIRE.

Durée: 2 heures  
De 09h00-11h00.

QUESTIONS

1. a) Définition de la Police Judiciaire et Objet. 2pts  
b) Définition de l'Infraction. 2pts  
c) Citez trois grandes classifications de l'infraction 1pt  
d) Quels sont les éléments constitutifs d'une infraction ? 1pt
2. La Gendarmerie a-t-elle connaissance d'une infraction comment? 3pts
3. a) Citez les différentes enquêtes judiciaires.  
b) Quelles sont les différentes opérations menées par un OPJ (officier de police judiciaire) au cours d'une enquête judiciaire ? 4pts
4. a) Quelles différences existent-elles entre l'enquête préliminaire et l'enquête de flagrant délit ? 2pts  
b) Quelles sont les caractéristiques d'une commission rogatoire ? 2pts

Présentation = 1pt.



EGENA/1995

VENDREDI, 19 Mai 1995.

SUJET D'EXAMEN  
EN  
SERVICE EN BRIGADE.

Durée: 2heures  
De : 07h 30 à 09h 30.

QUESTIONS

1. La Brigade:

- a) Définition de la Brigade de Gendarmerie. 2pts
- b) Qu'appelle -t-on "assiette" d'une brigade ? 1pt
- c) Quel nom une brigade peut-elle porter ? 2pts  
Donner un exemple de nom de Brigade.
- d) Citez 4 quatres sortes de Brigade. 2pts

2. Les services à la Brigade:

- a) Citez les différentes sortes de services que le Commandant de Brigade peut avoir à exécuter 2pts
- b) Citez les différents services désignés par le commandant de Brigade dans les services d'initiative à la Brigade 2pts
- c) Donnez les définitions de:
  - Service ordinaire
  - Service extraordinaire 2pts

3. a) Quels sont les rôles du Gendarme en Service de Permanence à la Brigade ? 3pts

- b) Citez 2 documents utilisés à la Brigade. 1pt
- c) Quelles sont les qualités d'un commandant de Brigade ? 2pts

Presentation = 1pt.